

Tout d'abord, je tiens à remercier Monsieur le Maire, conseiller départemental de donner la parole à la CGT

Madame la Sénatrice, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, mesdames, messieurs, cher(es) camarades.

Après une année de lutte en 2019, 2020 sera une année capitale en matière de résistance face aux attaques incessantes du pouvoir et du patronat.

C'est un mouvement social historique que nous vivons, d'un courage exemplaire. Après plus d'un mois de lutte contre la réforme régressive des retraites les salariés du public et du privé restent mobilisés. **Cette contre-réforme désirée par l'Union Européenne ultralibérale, soutenue par le MEDEF, par les syndicats réformistes cristallise la vie sociale dans notre pays.**

Nous sommes en droit de nous poser la question à savoir si l'âge pivot n'a-t-il pas été mis volontairement par le Gouvernement pour ensuite être retiré afin de montrer que les syndicats réformistes car pour eux il ne faut jamais faire payer les riches **désavoués par leurs bases dans les transports** auraient été entendus et que cette réforme serait dorénavant acceptable ?

N'y a-t-il pas dans cette manœuvre une stratégie malfaisante de diviser les travailleurs en lutte et d'inverser le soutien de l'opinion publique aux grévistes ?

Les travailleurs en lutte depuis le 5 décembre et ceux qui les soutiennent, c'est à dire la large majorité de notre peuple, ont compris une chose ; ils vont devoir travailler plus longtemps et pour des pensions réduites.

Ce constat que chacun peut faire, heurte l'esprit même de notre modèle social, héritage de nombreuses luttes sociales et politiques, du programme du CNR (Conseil National de Résistance) et des avancées progressistes de la Libération fondées sur la solidarité interprofessionnelle et intergénérationnelle.

En fait, avec leur prétendue « réforme » le gouvernement MACRON et la commission de Bruxelles défendent un autre choix de société en livrant les milliards de nos caisses de retraite à la rapacité des assurances et des fonds de pensions.

Il n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Union Européenne et l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) s'affichent parmi les plus ferventes partisans de la retraite par points et par capitalisation. Il y a un énorme marché potentiel et un gigantesque gisement de profits.

Partout où ce système a été imposé ; les montants des retraites ont diminué, l'âge pivot a reculé.

En Allemagne souvent cité comme exemple par le pouvoir et les médias où le niveau des retraites a baissé de 10% par rapport aux salaires.

Le nombre d'Allemands qui vivent en dessous du seuil de pauvreté a été multiplié par deux depuis 1990. De plus en plus de pauvres fréquentent les banques alimentaires, près de trois millions des plus de 65 ans vivent sous le seuil de pauvreté.

En Suède souvent citée en exemple dans la campagne à la Présidentielle de MACRON, on doit travailler jusqu'à 68,5 ans pour toucher le montant que l'on avait avant la réforme, à 65 ans.

### **Doit-on pour la CGT négocier le moindre mal ? Négocier le moindre mal, c'est accepter le mal !**

Le Pouvoir et tous leurs complices prennent le pari de gagner le combat de la communication par un pilonnage médiatique sans commune mesure. Après la remise en cause par le Gouvernement des conditions de manifestations suite à une année de mobilisation des

« Gilets jaunes », c'est aujourd'hui de notre point de vue, la dictature des médias qui répètent sans discontinuer leurs soi-disant vérités.

Est-il nécessaire de rappeler que derrière les grands médias nous retrouvons les grands patrons et leurs amis.

La bataille médiatique a pour objectif d'inverser le soutien majoritaire des Français à l'opposition de la réforme régressive de la retraite à points.

Opposer les Français entre eux, reste la vieille méthode pour gagner l'opinion. On l'a bien vu fin 2019, tout était permis, l'utilisation des enfants ne pouvant peut-être pas partir pour retrouver leurs familles afin de passer Noël, ceux qui s'émeuvent de cela, devraient plutôt se poser la question, quelle retraite auront leurs enfants ?

Dans les EHPAD, nos aînés qui ne pourront peut-être pas voir leurs enfants, les possibles fermetures d'entreprises du commerce qui voit chuter leur chiffre d'affaire de 20 à 30 %,

Le manque de dons du sang à cause du manque de transport,

### **Et pourquoi pas le réchauffement climatique à cause des grévistes ?**

Tout sur l'émotionnel des Français, c'est le pari que prend le gouvernement et les médias pour faire basculer l'opinion.

Ceux qui ont parfois le courage d'écouter les chaînes d'informations sont peut-être effondrés par les soi-disant dégâts économiques et sociaux occasionnés par ceux qui luttent.

Doit-on dans les choix de société condamner ceux qui portent la justice sociale, ceux qui portent une autre répartition des richesses, ceux qui portent l'idée que l'économie au travers de la richesse créée par les travailleurs doit être au service avant tout de l'être humain ?

Savez-vous qu'il y a deux ans, gouvernement et patronat en Belgique ont tenté d'imposer une « pension » à points. Les travailleurs ont réussi à les faire reculer.

C'était non et juste non c'était l'objectif qui **ont mené les travailleurs à la victoire!**

Néanmoins, notre système a besoin d'être réformé pour gommer toutes les imperfections et doit également trouver de nouvelles recettes à partir de 2025 pour qu'il puisse continuer à garantir les vertus du modèle actuel.

En tous les cas, la CGT fait sienne l'ambition d'Ambroise CROIZAT qui devient en 1936 secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie avant d'être Ministre Communiste du Travail et de la Sécurité Sociale à la Libération en 1945 sous le Général DE GAULLE « *à ce que chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* ».

Le gouvernement fait la sourde oreille aux propositions de la CGT qui permettraient pourtant de véritables avancées sociales.

Voici une mesure qui permettrait de la justice sociale et aurait également pour conséquences de faire rentrer plus de 6 milliards d'euros dans les caisses de la Sécurité Sociale en réduisant les inégalités de salaires à travail égal entre les hommes et les femmes.

Que les années d'études soient prises en compte afin que les futures générations ne soient pas contraintes à partir à 70 ans ;

### **Les financements existent :**

L'augmentation des salaires à hauteur de 1%, c'est 3.6 milliards de cotisations supplémentaires,

Le rétablissement de l'Impôt sur la Fortune et une imposition plus forte du capital au financement des services publics et de la justice sociale, ce sont plusieurs dizaines de milliards dans les caisses.

Fin des exonérations pour les grandes entreprises du CAC 40, ou des records de dividendes ont été versés aux actionnaires et cela à hauteur de 63.4 milliards.

La CGT demande un vrai plan d'action contre l'évasion fiscale.

Nous sommes bien face à des choix de sociétés voulus par le gouvernement MACRON, non pas pour satisfaire le peuple mais de donner encore plus aux riches et aux lobbys.

Rien ne se fera sans un rapport de force et de conscience à la hauteur des enjeux.

Pour toutes ces raisons Mesdames, Messieurs et mes camarades je vous invite à poursuivre la lutte pour qu'enfin nous trouvons vous et nous un projet de Société progressiste pour se libérer d'un capitalisme destructeur qui porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage comme le disait Jean-Jaurès.

Enfin, je terminerais mon propos en félicitant et remerciant, les militants, les syndiqués, les anonymes et travailleurs pour leurs sacrifices, pour leur attachement à nos valeurs de combat, d'unité, de solidarité pour une cause juste.